Patrick Martin aux 4 Vérités : « Nous voulons d'urgence des mesures positives pour la croissance, pour l'innovation et pour l'emploi »

Publié le 4 février 2025

Invité des 4 Vérités sur France 2 le 4 février, Patrick Martin s'est dit soulagé du fait que le budget ne sera pas censuré, tout en réaffirmant que ce n'est pas un bon budget, car il représente 13 milliards de charges supplémentaires pour les entreprises. Il a réclamé d'urgence des mesures positives pour la croissance, donc pour l'emploi.

Sur le budget

« *Ce n'est pas un bon budget. Parler de colère serait excessif, même si elle monte un peu dans nos rangs. C'est la déception surtout et l'interrogation sur ce qui se passera après parce que c'est un mauvais budget. 13 milliards de charges en plus pour les entreprises françaises qui sont déjà les plus chargées au monde, cela ne va pas encourager l'investissement ni l'emploi.* »

Sur la dépense publique

« *La dépense publique va continuer à augmenter alors qu'on est déjà à un record mondial. Ce n'est pas cela qui va résorber l'endettement et la variable d'ajustement ce sont les entreprises. On nous dit que l'instabilité politique coûte 12 milliards ; moi, j'observe que les entreprises vont payer 13 milliards. Mais, à nouveau, ce qui nous intéresse c'est de se projeter dans l'avenir. Donc on attend très, très vite des mesures plus positives pour l'économie. (...) Il va falloir nous administrer des preuves très rapidement. On sera constructifs mais en l'état on redoute quand même que 2026 soit pire encore.* ».

Sur les mesures d'économie à prendre

« *Il y a beaucoup trop d'improductifs dans les fonctions publiques. L'Etat fait de gros efforts mais il y a les collectivités locales, il y a le secteur hospitalier. Je ne parle pas des gens qui sont en première ligne et dont on a besoin, des enseignants, des forces de l'ordre, des soignants... Mais derrière il y a toute cette administration qui coûte très cher et qui empoisonne la vie de tout le monde; là, il y a des économies à faire. (...) Ce qui nous intéresse c'est la réussite du pays. Le Medef c'est 200 000 entreprises, plus de 10 millions de salariés. On est un peu concernés, je pense qu'on est très contributeurs à la bonne marche du pays ; 300 milliards d'impôts et de taxes tous les ans. Donc on a voix au chapitre, on aimerait bien être un peu plus entendus. (...) Nous voulons d'urgence des mesures positives pour la croissance, pour l'innovation, pour l'emploi. Pour l'instant, il n'y a rien dans ce budget qui aille dans ce sens. Le reste du monde va complètement à l'inverse de ce que fait la France. Prenez l'Espagne, prenez la Pologne, prenez le Portugal, prenez bien sûr les Etats-Unis. On n'est pas dans un monde à part. Et si on veut affaiblir l'économie, on affaiblira l'emploi.* »

Sur les taxes qui pèsent sur les entreprises

« *Les entreprises françaises sont les plus taxées au monde, net des aides dont elles bénéficient ici et là pour corriger des excès de législation inappropriée. Cela n'a jamais été aussi haut par rapport au reste du monde. Regardez ce qui se passe dans les autres pays. Pour les grandes entreprises, 35,5 % de taux d'impôt sur les*

sociétés en 2025 ; aux États-Unis, au Portugal, 15 %. À un moment donné, il y a une rationalité économique. »

Sur la situation économique

« *J'avais tiré le signal d'alarme dès l'été avec une forme d'indifférence ou même de moquerie de la part de certains politiques. 2025 démarre mollement ; raison de plus pour que très vite, les pouvoirs publics envoient des signaux positifs aux investisseurs, aux entreprises, parce que sinon, on va rester sur cette tendance. Et à la fin, cela veut dire quoi ? Plus de chômage, moins de croissance, moins de rentrées d'impôt, moins de rentrées de charge sociale. Donc c'est la triple peine.* »

Sur les retraites et le conclave des partenaires sociaux

« *On attend le diagnostic de la Cour des comptes. Notre position est très claire ; c'est une erreur d'avoir ouvert, en tout cas de cette manière, ce chantier des retraites. La France est sous surveillance. La dette française est énorme et détenue par des étrangers. On ne doit pas jouer avec cet enjeu essentiel qu'est la retraite. Et d'une manière générale, ça fait plaisir ou pas, il faut travailler plus.* »

Sur les salaires et le coût du travail

« *Nous sommes OK pour qu'il y ait des augmentations de salaires, mais il faut que le coût du travail pour l'entreprise et pour les salariés eux-mêmes baisse. On paie trop de charges sociales. Prenons le cas des retraites. Les entreprises paient 60 % des cotisations de retraite ; les salariés 40 %. Donc qu'à la fin, le net soit faible, cela s'explique. Le modèle social français est à bout de souffle et il est mal financé. Il pèse trop sur le travail. Il pèse trop sur l'entreprise. Augmentons le Smic, mais dans ces conditions.* »

Sur l'immigration

« *il faut qu'on objective ce débat qui est devenu totalement passionnel, totalement politisé, totalement instrumentalisé. La démographie est une science exacte. Si on veut préserver notre croissance, si on veut préserver notre modèle social, aura-t-on besoin ou pas d'immigration économique choisie ? Posons le débat comme cela. Ce n'est pas le Medef qui décidera à la fin. Ça sera un choix démocratique. En l'état, il faut d'abord faire revenir à l'emploi ceux qui en sont éloignés, mieux former, mieux orienter nos jeunes. Et si à un moment donné, dans certains métiers, y compris à de hauts niveaux de qualification, on a besoin d'immigration économique choisie, eh bien faisons comme d'autres pays, mais faisons-le de manière pacifiée.* »

>> Revoir l'interview sur le site de France TV